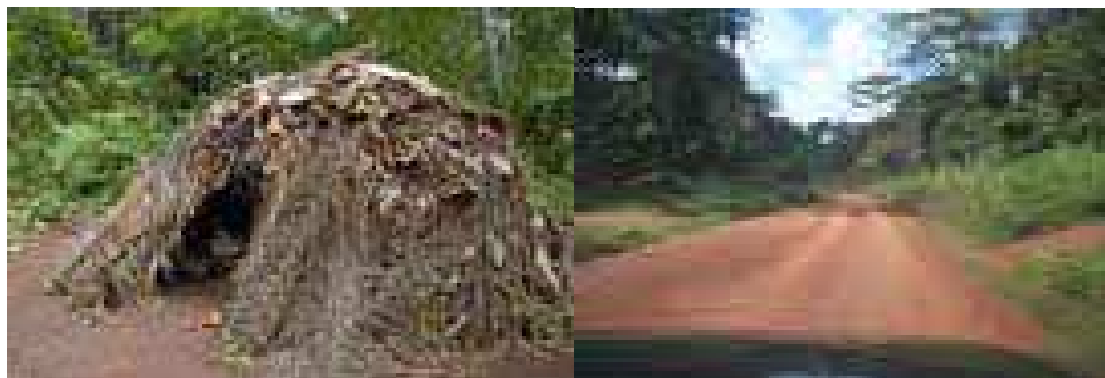


REPUBLIQUE DU CAMEROUN

*Paix-Travail-Patrie*

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION  
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE



## RAPPORT REGIONAL DE PROGRES DES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT



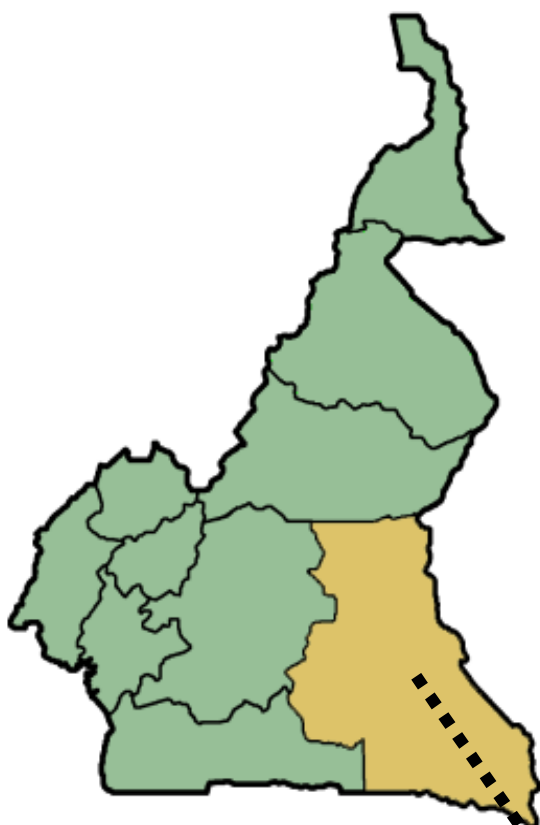
## REGION DE L'EST



Sous la coordination de l'Institut National de la  
Statistique du Cameroun avec l'appui du PNUD

**Année 2010**





**REGION DE L'EST**

**Superficie** : 109 002 Km<sup>2</sup>

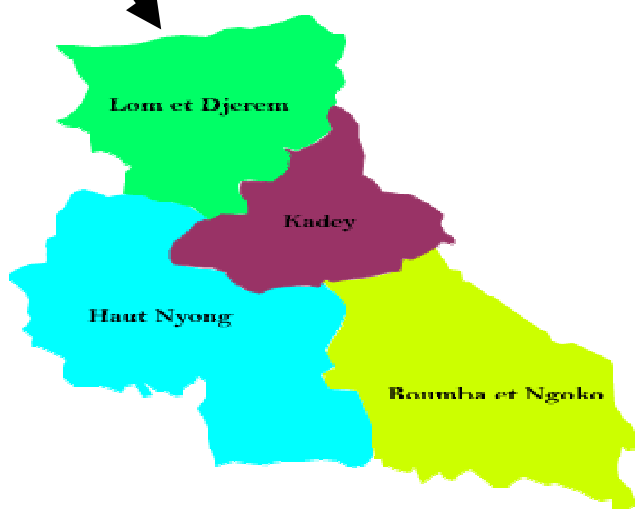
**Population au 1<sup>er</sup> janvier 2010** : 794 963 Habitants  
(Projections RGPH 2005)

**Chef lieu de la région** : Bertoua

**Nombre de départements** : 4

**Nombre d'arrondissements** : 33

**Nombre de communes** : 33



## SOMMAIRE

<b>SIGLES &amp; ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>III</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES .....</b>	<b>IV</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>IV</b>
<b>1. INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
1.1. Cadre de préparation .....	1
1.2. Méthodologie de collecte.....	1
1.3. Contraintes et difficultés .....	2
<b>2. CONTEXTE.....</b>	<b>3</b>
2.1. Milieu physique .....	3
2.2. Organisation administrative .....	3
2.3. Caractéristiques socioéconomiques.....	3
2.4. Faits marquants de la région en 2010 .....	4
<b>3. ANALYSE DES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT .....</b>	<b>6</b>
Objectif 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim.....	6
Objectif 2 : Assurer une éducation primaire pour tous .....	8
Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.....	9
Objectif 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans .....	11
Objectif 5 : Améliorer la sante maternelle.....	13
Objectif 6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres grandes maladies.....	14
Objectif 7 : Assurer un environnement durable .....	17
Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.....	19
<b>ANNEXES .....</b>	<b>22</b>
Annexe 1 : Aperçu de la situation au regard du progrès vers la réalisation des OMD .....	22
Annexe 2 : Récapitulatif des indicateurs.....	23
<b>EQUIPE DE REDACTION .....</b>	<b>25</b>

## SIGLES & ABRÉVIATIONS

<b>APEE</b>	Association des Parents d'Elèves et d'Enseignants
<b>ARV</b>	Anti rétroviraux
<b>BUCREP</b>	Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population
<b>CNLS</b>	Comité National de Lutte contre le SIDA
<b>DSCE</b>	Document de Stratégie pour la Croissance et de l'Emploi
<b>ECAM</b>	Enquête Camerounaise auprès des Ménages
<b>EDS</b>	Enquête Démographique et de Santé
<b>EESI</b>	Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté Française d'Afrique
<b>FNE</b>	Fonds National de l'Emploi
<b>INS</b>	Institut National de la Statistique
<b>MICS</b>	Multiple Indicators Cluster Survey (Enquête par grappes à Indicateurs Multiples)
<b>MINADER</b>	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>MINATD</b>	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
<b>MINEDUB</b>	Ministère de l'Education de Base
<b>MINEPAT</b>	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
<b>MINESEC</b>	Ministère des Enseignements Secondaires
<b>MINESUP</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur
<b>MINSANTE</b>	Ministère de la Santé
<b>OEV</b>	Orphelins et Enfants Vulnérables du fait du VIH/SIDA
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>PAJER-U</b>	Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
<b>PANEJ</b>	Pacte National pour l'Emploi des Jeunes
<b>PEV</b>	Programme Elargi de Vaccination
<b>PIAASI</b>	Projet Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel
<b>PIFMAS</b>	Projet d'Insertion socio-économique des jeunes à travers la Fabrication de matériels
<b>PME</b>	Petites et Moyennes Entreprises
<b>PNGE</b>	Plan National de Gestion de l'Environnement
<b>PNLP</b>	Programme National de Lutte contre le Paludisme
<b>PNLT</b>	Programme National de Lutte contre la Tuberculose
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PPA</b>	Parité de Pouvoir d'Achat
<b>PVVS</b>	Personnes Vivants avec le VIH/SIDA
<b>RGE</b>	Recensement Général des Entreprises
<b>RGPH</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
<b>SIDA</b>	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
<b>SSN</b>	Système Statistique National
<b>TIC</b>	Technologies de l'Information et de la Communication
<b>VIH</b>	Virus d'Immunodéficience Humaine
<b>WC</b>	Water Closed
<b>SCT</b>	
<b>MAISCAM</b>	Maiserie du Cameroun
<b>SOGELAIT</b>	

### LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Taux d'alphabétisations des femmes 15-24 ans par rapport aux hommes .....	10
Graphique 2 : Proportion de femmes maires et adjointes aux maires en 2007-2012 .....	10
Graphique 3 : Proportion d'enfants de 12 à 23 mois vaccinés contre la rougeole .....	11
Graphique 4 : Pourcentage de cas de paludisme détectés parmi les patients consultés dans les formations sanitaires.....	15
Graphique 5 : Prévalence de la tuberculose (pour 100 000 personnes).....	16
Graphique 6 : Proportion de la population utilisant les combustibles solides.....	17

### LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté .....	6
Tableau 2 : Indice d'écart à la pauvreté (profondeur).....	6
Tableau 3 : Sévérité de la pauvreté .....	6
Tableau 4 : Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale .....	7
Tableau 5 : Taux d'emploi (en %) (15-64 ans) .....	7
Tableau 6 : Proportion (en %) d'actifs occupés (15-64 ans) vivant en dessous du seuil de pauvreté .....	7
Tableau 7 : Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale .....	11
Tableau 8 : Taux net global de scolarisation au primaire (6-11 ans fréquentant le primaire ou le secondaire) .....	8
Tableau 9 : Taux d'alphabétisation de 15 à 24 ans .....	8
Tableau 10 : Indice de parité filles/garçons (6-11 ans) dans l'enseignement primaire .....	9
Tableau 11 : Indice de parité filles/garçons (12- 18 ans) dans l'enseignement secondaire .....	9
Tableau 12 : Pourcentage des femmes 15-64 ans employées dans le secteur non agricole.....	10
Tableau 13 : Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national dans la région de l'Est .....	10
Tableau 14 : Taux de mortalité infanto-juvénile (enfants de moins de 5 ans).....	11
Tableau 15 : Proportion d'accouchements assistés par le personnel de santé qualifié .....	13
Tableau 16 : Évolution du taux de séropositivité du VIH/SIDA des femmes enceintes (%).....	14
Tableau 17 : Evolution du pourcentage des PVVS éligibles sous ARV (%).....	14
Tableau 18 : Évolution du pourcentage des femmes séropositives éligibles sous ARV (%).....	15
Tableau 19 : mortalité due au paludisme des enfants de moins de 5 ans (%).....	15
Tableau 20 : Proportion des aires protégées pour préserver la biodiversité.....	17
Tableau 21 : Proportion de la population ayant accès à une eau potable de boisson .....	18
Tableau 22 : Proportion de la population ayant accès à une source d'eau améliorée .....	18
Tableau 23 : Proportion de la population ayant accès à des lieux d'aisance décent .....	18
Tableau 24 : Proportion de la population habitant des logements à matériaux définitifs .....	18
Tableau 25 : Taux de chômage des jeunes de 15-24 ans .....	7
Tableau 26 : Taux de sous-emploi global des jeunes de 15-24 ans.....	11
Tableau 27 : Indicateurs d'accès aux TIC en 2007 .....	20

# 1. INTRODUCTION

## 1.1. Cadre de préparation

Après les rapports 2003 et 2008 portant sur l'évaluation des progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le Cameroun présente la troisième édition qui passe en revue les performances réalisées par le Gouvernement et ses partenaires au développement dans les principaux secteurs concernés.

Les acquis des précédents rapports ont été consolidés notamment le renforcement de la qualité des informations diffusées, le format général des tableaux, des graphiques et des photos, et enfin l'élaboration de 10 rapports régionaux dont les premières versions avaient été fortement appréciées par la communauté nationale et internationale. Par ailleurs, la liste réajustée des indicateurs a été contextualisée et alignée sur celle qui est retenue par l'Organisation des Nations Unies.

Dans le cadre de l'élaboration du présent rapport, les travaux se sont déroulés en quatre phases de travail dont trois sous forme d'ateliers. Chacune des phases a bénéficié de la participation des

représentants des administrations sectorielles. En l'occurrence celles du secteur rural, du secteur santé, du secteur éducation, du secteur des TICs, du secteur économique, du secteur de la gouvernance et du secteur énergétique.

La première phase s'est déroulée du 22 au 25 juin 2010 et a permis d'atteindre trois objectifs importants dont : i) la validation de la méthodologie de l'étude, ii) la validation des outils de collecte et iii) la formation du personnel impliqué dans la collecte.

A l'issue de la phase 1, les opérations de collecte des données sur l'ensemble du territoire national se sont déroulées au cours du mois de juillet 2010. L'atelier qui a suivi a permis d'exploiter les données collectées ainsi que des bases de données des enquêtes réalisées par l'Institut National de la Statistique. En outre, il a favorisé la production de la première version du rapport.

La dernière phase de travail, qui a abouti à la finalisation du présent rapport, s'est tenue à Mbalmayo du 08 au 10 septembre 2010.

## 1.2. Méthodologie de collecte

La mise à jour des indicateurs relatifs à l'analyse des progrès des OMD, s'est faite principalement à travers une collecte de terrain et une recherche documentaire. La fiche de collecte conçue à cet effet a été le document principal de travail.

Il s'agissait de collecter auprès des administrations sectorielles des régions, les informations non disponibles au niveau central de l'année la plus récente. Il a été procédé à une recherche documentaire dans les rapports et bases de données d'enquêtes disponibles ou en cours à l'INS et ailleurs. Les rapports et bases ayant fait l'objet d'une recherche sont : (i) les rapports ECAM (2 et 3) ; (ii) les rapports EDS (2 et 3) ; (iii) les bases de données du RGE (2009) ; de la

MICS (2 et 3) et de l'EESI (2005). De même la publication récente des résultats du 3<sup>ème</sup> recensement général de la population et de l'habitat de 2005 (RGPH 2005) et du recensement général des entreprises de 2009 (RGE 2009) a permis d'actualiser les informations sur la population et celles sur les entreprises.

Les annuaires statistiques élaborés par l'INS et certains ministères tels que le MINEDUB, le MINESEC, le MINADER ont aussi été exploités. Par ailleurs, d'autres données ont été collectées directement auprès de certaines structures disposant de l'information souhaitée à partir de la fiche de collecte conçue à cet effet.

La technique de collecte des données a consisté, pour chaque indicateur choisi, à considérer comme année de référence l'année la plus récente mentionnée dans le précédent rapport (Année 2008). Les informations collectées ont été

complétées par les données des années suivantes selon leur disponibilité. Cela a permis d'avoir une idée sur la dynamique de développement du pays au regard des indicateurs et cibles des OMD.

### 1.3. Contraintes et difficultés

Les principales difficultés ont été relatives à la collecte et ont porté notamment sur :

- **Une sensibilisation insuffisante**

A l'arrivée des enquêteurs, plusieurs responsables n'étaient pas informés des objectifs de l'enquête et du travail qui devait être réalisé. A ce niveau, il a fallu s'armer de patience pour que les responsables concernés puissent réunir toutes les informations nécessaires devant permettre de renseigner la fiche de collecte.

- **L'absence de certains répondants**

Cette difficulté n'est pas la moindre et ne pouvait être intégrée dans la première. En effet, plusieurs équipes ont été confrontées à l'absence de

certains responsables en charge des questions statistiques. Ce fut notamment le cas des responsables du secteur de l'éducation qui, à cause des congés scolaires, étaient absents de leur poste de travail. Cette situation a entraîné la perte d'un certain détail d'information devant permettre de mieux analyser les résultats présentés.

- **La réticence de certains responsables**

Plusieurs responsables des administrations sectorielles, particulièrement dans les régions, n'ont pas encore intégré la nécessité des enquêtes statistiques ; d'où une certaine méfiance exprimée à l'endroit des équipes de collecte.



## 2. CONTEXTE

### 2.1. Milieu physique

La région de l'Est a une superficie de 109 002 km<sup>2</sup>, représentant 23% du territoire national. Elle est limitée au nord par la région de l'Adamaoua, à l'ouest par les régions du Centre et du Sud, à l'Est par la République Centrafricaine et au Sud par la République Populaire du Congo.

Le climat est de type subtropical avec 4 saisons, deux saisons de pluies et deux saisons sèches. Les températures oscillent entre 18°C et 30°C.

On distingue dans cette région trois grandes zones de végétation :

- ✓ la zone forestière au sud de la région couvre les départements de la Boumba et Ngoko, du Haut-Nyong et partiellement ceux de la Kadey et du Lom et Djerem ;

- ✓ la zone de transition au centre de la région, couvre les localités situées autour de Bertoua et de Ndélé ;
- ✓ la zone de savane englobe toute la partie du nord.

Le réseau hydrographique est composé de 6 fleuves qui se jettent dans deux principaux bassins du pays :

- ✓ le bassin de l'atlantique qui reçoit les fleuves Lom, Djerem et Nyong ;
- ✓ le bassin du Congo qui reçoit les fleuves Kadey, Ngoko et Sangha.

### 2.2. Organisation administrative

La région de l'Est a pour chef-lieu Bertoua. Elle compte 4 départements et 32 arrondissements. Le département de la Boumba et Ngoko dont le chef-lieu est Yokadouma compte quatre arrondissements. Le département du Haut-Nyong qui a pour chef-lieu Abong-Mbang a quatorze

arrondissements. Le département de la Kadey, avec pour chef-lieu Batouri compte sept arrondissements. Et le département du Lom et Djerem, avec pour chef-lieu Bertoua, a huit arrondissements.

### 2.3. Caractéristiques socioéconomiques

La région de l'Est compte environ 794 963 habitants en 2010. Elle représente 4,1 % de la population totale du pays, ce qui fait de cette région la deuxième moins peuplée. La densité moyenne de la population est de 7,29 habitants/km<sup>2</sup>. Avec un taux d'urbanisation de 36,5 %, la région de l'Est figure parmi les moins urbanisées du pays. Sa croissance démographique est surtout le fait d'une migration importante des autres régions du Cameroun et des pays voisins (Tchad, RCA, Congo-Brazzaville, Nigeria).

Les activités économiques tournent principalement autour de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de l'élevage et de l'exploitation minière.

L'agriculture est principalement pratiquée dans les départements de la Boumba et Ngoko et du Haut-Nyong. Les principales cultures pratiquées sont les tubercules, la banane/plantain, le maïs et l'arachide pour l'agriculture vivrière ; le tabac, le cacao et le café pour l'agriculture de rente.

La région participe fortement à la production nationale de bois grume avec une contribution de plus 60%. La faune est riche et variée avec des animaux autorisés à la chasse et aussi des espèces protégés tels que les primates.

Le cheptel est composé d'environ 60 000 bovin, 70300 caprins, 16500 ovins et près de 55000 volailles.

Le sous-sol de la région de l'Est renferme de nombreux minerais et pierres précieuses encore non exploités pour la plupart. Dans la vallée du Dja, on trouve le zinc, le cuivre, le plomb, le nickel, le chrome et le cobalt. On a pu identifier le cobalt et le nickel dans la zone de Lomié, le fer dans la localité de Mbalam et l'or à Bétaré Oya. De même, dans la localité de Mobilong, se trouve l'une des plus importantes réserves de diamant du monde. L'exploitation de ces minerais reste artisanale et informelle. Toutefois, plusieurs projets d'exploitation industrielle sont en cours de développement pour la mise en valeur de certains

de ces gisements. Il s'agit notamment de l'exploitation du nickel-cobalt à Lomié, du fer de Mbalam et du diamant de Mobilong pour lesquels des conventions sont en cours de signature entre le gouvernement et de grandes firmes multinationales. Avec tous ces projets, l'exploitation minière pourrait devenir le moteur de la croissance de cette région.

La partie nord de la région est dotée d'une végétation de pâturage propice à l'élevage du gros et du petit bétail. Les activités pastorales y cohabitent avec les activités agricoles. Elle connaît parfois des perturbations liées aux conflits entre pasteurs Bororos nomades et cultivateurs sédentaires.

Sur le plan des infrastructures de base, Le réseau routier compte 4 974 km avec 346 km de routes bitumées (6,9 %), 3 045 km de routes en terre (61,2 %) et 1 583 km de routes rurales (31,8%). Ce réseau représente environ 10 % du réseau routier national et 7 % des routes bitumées.

### **2.4. Faits marquants de la région en 2010**

Sur le plan de la gouvernance, les actions gouvernementales de lutte contre la corruption se sont poursuivies dans la région de l'Est au courant de l'année 2010.

Sur le plan des infrastructures, plusieurs actions ont été mises en œuvre et de nombreux projet sont en cours.

- ✓ la mise en service de la fibre optique Belabo-Bertoua en juillet 2010 qui permettra de réduire la fracture numérique vis-à-vis du reste du monde ;
- ✓ le bitumage de l'axe Ayos-Bonis, réalisée à plus de 80 %, qui relie la région de l'Est à la capitale Yaoundé. Ces travaux sont stratégiques pour le développement de la région et le commerce transfrontalier (Congo, RCA et Tchad) via l'Est Cameroun. Toutefois, l'on note un ralentissement actuel des travaux ;

- ✓ la construction d'une ligne de chemin de fer devant partir de Lomié dans la région de l'Est à Kribi dans la région du Sud ;
- ✓ la construction du barrage hydroélectrique de Lom Pangar, qui permettra d'assurer l'électrification complète de la région.

En matière d'éducation, les infrastructures ont été renforcées à travers :

- ✓ la construction de 2 écoles maternelles ;
- ✓ la réhabilitation de 13 écoles publiques ;
- ✓ la construction de 25 blocs latrines pour des écoles maternelles et primaires ;
- ✓ l'adduction de 3 points d'eau auprès des écoles primaires ;
- ✓ la distribution de 2940 tables bancs pour les écoles primaires.

- ✓ La construction et l'équipement à travers le projet « don japonais » d'environ 66 salles de classes dans 5 écoles primaires publiques.

Par ailleurs, l'université de Bertoua, antenne de l'université Catholique d'Afrique Centrale, a été construite et est fonctionnelle.

La principale action entreprise dans le secteur de la santé est la construction d'un centre d'imagerie à l'hôpital régional de Bertoua.

Sur le plan de la gestion des ressources naturelles, une convention a été signée en 2009 entre la

République du Cameroun et l'Agence Française de Développement (AFD) pour la protection des grands primates et de la biodiversité de la forêt de Deng Deng. Cette forêt est par ailleurs passée du statut de réserve forestière à celui de parc national en mars 2010.

Par ailleurs, dans le cadre du transfert de l'activité courante de reboisement aux communes et ONGs trois communes et trois ONG de la région de l'Est ont reçu en 2010 des appuis du Gouvernement.

### 3. ANALYSE DES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

#### Objectif 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim

L'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim à l'horizon 2015 reste un défi majeur pour le gouvernement camerounais. Il s'active à mettre en place un cadre macroéconomique pouvant

permettre d'atteindre un niveau de croissance propice à la réduction de la pauvreté à travers la création et le partage équitable de la richesse.

**Cible 1A : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur 1,25 dollar PPA par jour**

*A l'Est, il s'agit de réduire de moitié la proportion de la population dont les dépenses de consommation par équivalent adulte sont inférieures au seuil de pauvreté défini par l'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM)*

#### Situation et tendance

Dans la région de l'Est, La proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 44,0 % en 2001 à 50,4 % en 2007. En milieu rural, on a également enregistré une dégradation du niveau de vie des populations avec un taux de pauvreté qui est passé de 48,0% en 2001 à 56,3% en 2007.

**Tableau 1 : Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté**

	Urbain		Rural		Ensemble	
	2001	2007	2001	2007	2001	2007
Est	15,3	16,2	48,0	56,3	44,0	50,4
<b>Cameroun</b>	<b>17,9</b>	<b>12,2</b>	<b>52,1</b>	<b>55,0</b>	<b>40,2</b>	<b>39,9</b>

Source: ECAM 2 & 3

La profondeur de la pauvreté est restée presque stable entre 2001 et 2007, tant au niveau national qu'au niveau régional. Au niveau régional, l'on est passé de 15,4 % à 15,7 %, et au niveau national, de 12,8 % à 12,3 %. Cet indicateur qui traduit le revenu moyen supplémentaire, nécessaire pour sortir un pauvre de sa situation.

**Tableau 2 : Indice d'écart à la pauvreté (profondeur)**

	Urbain		Rural		Ensemble	
	2001	2007	2001	2007	2001	2007
Est	4,5	3	16,9	17,9	15,4	15,7
<b>Cameroun</b>	<b>4,3</b>	<b>2,8</b>	<b>17,3</b>	<b>17,5</b>	<b>12,8</b>	<b>12,3</b>

Source: ECAM 2 & 3

La prise en compte du milieu de résidence laisse apparaître la part importante de la pauvreté qui sévit en milieu rural.

La sévérité de la pauvreté dans la région de l'Est a connu une légère baisse. En effet, elle est passée de 6,7% en 2001 à 6,2% en 2007 dans l'ensemble. Elle a nettement diminué dans le milieu urbain où elle se trouve en 2007 à moins de 1%. Par contre, elle reste encore préoccupante en milieu rural.

**Tableau 3 : Sévérité de la pauvreté**

	Urbain		Rural		Ensemble	
	2001	2007	2001	2007	2001	2007
Est	1,7	0,7	7,5	7,2	6,7	6,2
<b>Cameroun</b>	<b>1,6</b>	<b>1,0</b>	<b>7,7</b>	<b>7,2</b>	<b>5,6</b>	<b>5,0</b>

Source: ECAM 2 & 3

Le cinquième le plus pauvre de la population de la région de l'Est a consommé 8,2% de l'ensemble de la consommation régionale en 2007. Elle était de 6,7 % en 2001. Cette augmentation permet de dégager une tendance croissante et donc de présager une idée optimiste d'approcher la cible 1.A en 2015.

Tableau 4 : Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale

	Urbain		Rural		Ensemble	
	2001	2007	2001	2007	2001	2007
Est	6,5	8,2	7,3	8,7	6,7	8,2
<b>Cameroun</b>	<b>6,2</b>	<b>7,1</b>	<b>7,5</b>	<b>8,2</b>	<b>6,0</b>	<b>6,4</b>

Source: ECAM 2 & 3

### *Cible 1.B : Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif*

#### *Situation et tendance*

Le taux d'emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans dans la région de l'Est connaît une amélioration entre 2001 et 2007 et reste plus élevé par rapport au niveau national. Il passe de 69,3 % en 2001 à 75,1 % en 2005 et se situe à 88,7 % en 2007.

Tableau 5 : Taux d'emploi (en %) (15-64 ans)

	Rural			Ensemble		
	2001	2005	2007	2001	2005	2007
Est	72,1	77,7	93	69,3	75,1	88,7
<b>Cameroun</b>	<b>77,1</b>	<b>84,5</b>	<b>89,5</b>	<b>66,2</b>	<b>75,1</b>	<b>80,2</b>

Source: ECAM 2 & 3, EESI-2005

Au niveau national, on a également enregistré une progression du taux d'emploi. Sur l'ensemble de la période, ce taux est au dessus du niveau national. Cette tendance croissante du taux d'emploi entrevoit une vision optimiste à l'horizon 2015.

Tableau 6 : Proportion (en %) d'actifs occupés (15-64 ans) vivant en dessous du seuil de pauvreté

	Urbain		Rural		Ensemble	
	2001	2007	2001	2007	2001	2007
Est	10,6	16,4	42,2	51	38,9	46,8
<b>Cameroun</b>	<b>15,5</b>	<b>11,4</b>	<b>47,3</b>	<b>51,6</b>	<b>37,9</b>	<b>38,3</b>

Source: ECAM 2 & 3

La proportion des actifs occupés âgés de 15 à 64 ans vivant en dessous du seuil de pauvreté reste

élevée au niveau régional qu'au niveau national. Elle passe de 38,9 % à 46,8 % dans l'ensemble de la région entre 2001 et 2007.

Ainsi, le nombre d'actifs au chômage a considérablement régressé dans la région de l'Est, en passant de près 5% à moins de 1% sur la période. Il faut néanmoins souligner le pic enregistré en 2005, avec près de 7,1 % de la population juvénile (15 – 24 ans) de l'Est au chômage.

Dans l'ensemble du pays, le taux de chômage reste considérablement élevé comparativement à la région.

Tableau 7 : Taux de chômage des jeunes de 15-24 ans

	2001	2005	2007
Est	4,4	7,1	0,9
<b>Ensemble</b>	<b>14,4</b>	<b>7,6</b>	<b>4,5</b>

Source: ECAM 2, EESI-2005 & ECAM 3

Bien que l'on ait enregistré une baisse du taux de chômage des jeunes ces dernières années, tant dans la région de l'Est que dans tout le Cameroun, des efforts considérables restent à faire non seulement au niveau de la création d'emplois décents mais aussi l'amélioration du cadre et des conditions de travail.

Toutefois, même si le taux de sous-emploi est en baisse au niveau régional et au niveau national, il demeure dans des proportions importantes.

Tableau 8 : Taux de sous-emploi global des jeunes de 15-24 ans

	2005	2007
Est	82,5	70,7
Cameroun	73,3	69,0

Source: EESI-2005, ECAM 3

En 2005, le taux de sous-emploi dans la région de l'Est est de 82,5 % tandis qu'il est de 73,3 % au Cameroun. Le nombre d'actifs en situation de plein emploi est dans une proportion

relativement faible, bien qu'étant en augmentation dans le Cameroun et encore plus au niveau de la région.

A ce rythme, il est probable qu'un nombre important de jeunes puissent accéder à un emploi à l'horizon 2015 surtout avec la mise en place dans cette région des grands projets structurants à l'instar de la construction du barrage de *Lom Pangar*.

### *Cible 1.C : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim*

#### *Situation et tendance*

Les enfants de moins de 5 ans qui présentent une insuffisance pondérale modérée représentent 19,1 % de la population de cette tranche d'âge en 2006 dans la région de l'Est, un peu moins qu'au niveau national. En 2004, il était de 17,7% au niveau de la région et de 18,1% au niveau national.

Tableau 9 : Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale

	Modérée		Sévère	
	2004	2006	2004	2006
Est	17,7	19,1	3,8	3,5
Cameroun	18,1	19,3	3,9	5,2

Source: EDS3 & MICS3

## Objectif 2 : Assurer une éducation primaire pour tous

Le secteur de l'éducation demeure l'une priorité du Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Le Gouvernement à travers l'adoption en 2009 du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) entend mettre un accent important sur la promotion du capital humain, à travers la mise en œuvre de la

Stratégie Sectorielle de l'Éducation. Il se fixe pour objectif, dans cette stratégie, un accès universel et un achèvement dans l'enseignement primaire pour tous les enfants en âge scolaire à l'horizon 2015.

***Cible 2.A : d'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le Cameroun, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires***

### Situation et tendance

A l'horizon 2015 et selon le DSCE, l'achèvement universel des six années de scolarisation au primaire devrait être atteint, les cursus francophone et anglophone harmonisés, la qualité des services éducatifs nettement améliorée et le financement privé de l'éducation de base limité à ceux des parents qui le souhaitent et disposent des capacités financières suffisantes. L'Etat alloue ce de fait d'importants moyens au secteur de l'éducation.

Le taux net global de scolarisation au primaire a régressé entre 2001 et 2007 dans l'ensemble de la région de l'Est, passant de 77,3 % à 75,3 %, et ceci malgré une augmentation au niveau national. On note une diminution de la scolarisation chez les enfants (6-11 ans) issus des ménages pauvres et une augmentation de celle-ci chez ceux issus des ménages non pauvres de la région.

**Tableau 10 : Taux net global de scolarisation au primaire (6-11 ans fréquentant le primaire ou le secondaire)**

	2001			2007			2009*
	Pauvres	Non Pauvres	Ensemble	Pauvres	Non Pauvres	Ensemble	Ensemble
Est	73,9	81,0	77,3	65,6	90,3	75,3	91,0
Cameroun	68,1	84,8	76,8	70,4	88,9	79,8	83,0

Source : ECAM 2 & 3 (\*) Carte scolaire 2008-2009 du MINEDUB

Toutefois, les estimations pour 2009 issues de la carte scolaire 2008-2009 situent ce taux à 91 % dans la région de l'Est, bien au delà de la moyenne nationale qui s'estime à la même date à 83 %.

L'évolution de cet indicateur dans la région de l'Est au cours de la période sous revus tend à être supérieure à celle du niveau national, l'on a de fortes raisons de penser, à l'horizon 2015, que la cible pourrait être atteinte dans cette région.

S'agissant de l'alphabétisation des personnes âgées de 15 à 24 ans, elle est relativement élevée, tant dans la région de l'Est qu'au niveau national. En revanche, on note une régression du taux d'alphabétisation de 79,6 % à 72,6 % entre 2001 et 2007. Cette tendance à la baisse dans laquelle se situe la valeur de cet indicateur au niveau régional laisse penser que beaucoup d'efforts restent à fournir par le Gouvernement au niveau de la région de l'Est, pour espérer atteindre la cible à l'horizon 2015.

**Tableau 11 : Taux d'alphabétisation de 15 à 24 ans**

	2001	2007
Est	79,6	72,6
Cameroun	82,3	83,1

Source: ECAM 2 & 3





## Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

La politique sociale du gouvernement est en faveur de l'égalité des chances pour tous les camerounais sans distinction des sexes. Cette volonté politique a du mal à se traduire dans les faits. L'éducation du jeune garçon est encore préférée à celle de la jeune fille dans certaines sociétés. Les sphères de grande décision ne sont

accessibles qu'à une faible tranche de la population féminine. Dans cet environnement où la femme est encore reléguée aux travaux domestiques et à des emplois précaires, promouvoir l'autonomisation des femmes reste encore d'actualité.

**Cible 3.A : Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard**

### Situation et tendance

Dans le Document de Stratégie Sectorielle de l'Éducation au Cameroun, la réduction de toutes sortes de disparités est un des principes de la stratégie du secteur de l'éducation.

Les disparités entre sexes dans la région de l'Est sont analysées ici sous le prisme de l'indice de parité fille/garçon.

**Tableau 12 : Indice de parité filles/garçons (6-11 ans) dans l'enseignement primaire**

	2001			2007		
	Pauvres	Non pauvres	Ensemble	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
EST	0,97	1,07	1,03	0,97	1,04	0,98
Ensemble	0,88	0,99	0,94	0,89	0,99	0,95

Source: ECAM 2 & 3

Dans le primaire, l'indice de parité fille/garçon des enfants âgés de 6 à 11 ans a légèrement baissé. Cet indice passe de 103 filles pour 100 garçons au cours de l'année scolaire 2000/2001 à 98 filles pour 100 garçons au cours de l'année 2006/2007. Dans l'ensemble, cet indice est légèrement supérieur par rapport au niveau national.

Les disparités dans l'enseignement secondaire sont plus importantes, tant au niveau national qu'au niveau de la région de l'Est. Dans cette frange de la population, le passage de l'enfance à l'adolescence accentue la déperdition scolaire des filles.

**Tableau 13 : Indice de parité filles/garçons (12- 18 ans) dans l'enseignement secondaire**

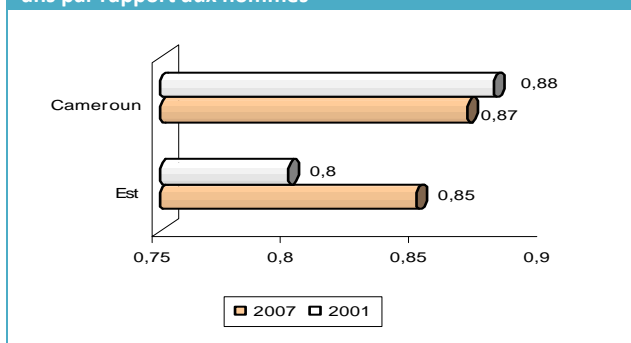
	2001			2007		
	Pauvres	Non pauvres	Ensemble	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
EST	0,77	0,88	0,82	0,74	0,75	0,76
Ensemble	0,75	0,85	0,82	0,80	0,90	0,86

Source: ECAM 2 & 3

En 2007, l'indice de parité fille/garçon chez les 12-18 ans est de 0,76 dans la région contre 0,82 en 2001. Il a ainsi subi une baisse contrairement au niveau national.

Dans la région de l'Est, le taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans par rapport aux hommes a augmenté de 0,5 point de 2001 à 2007, passant de 0,8 à 0,85. Ceci traduit une réduction des disparités dans l'alphabétisation des femmes âgées de 15 à 24 ans par rapport à celle des hommes de la même tranche d'âge.

Graphique 1 : Taux d'alphabétisations des femmes 15-24 ans par rapport aux hommes



Source: ECAM 2 & 3

L'insertion des femmes dans les activités relevant des secteurs non agricoles reste limitée et s'est dégradée entre 2001 et 2009. En 2001, le pourcentage des femmes de 15-64 ans employées dans le secteur non agricole est de 37,9 % dans la région de l'Est. Ce ratio se situe autour de deux personnes sur dix en 2007 et en 2009.

Tableau 14 : Pourcentage des femmes 15-64 ans employées dans le secteur non agricole

	2001	2007	2009
Est	37,9	17,6	18,8
Cameroun	25,0	21,4	27,3

Source: ECAM 2 & 3, RGE-2009

Sur les onze sièges que compte la région de l'Est à l'assemblée nationale au cours des deux dernières législatures, deux sont occupés par les femmes, soit 18,2 %. Ce chiffre reste insuffisant mais est d'autant plus appréciable que sur quarante-six candidats initialement en lice à la législature en cours, trois étaient des femmes, soit un taux de 6,5 %.

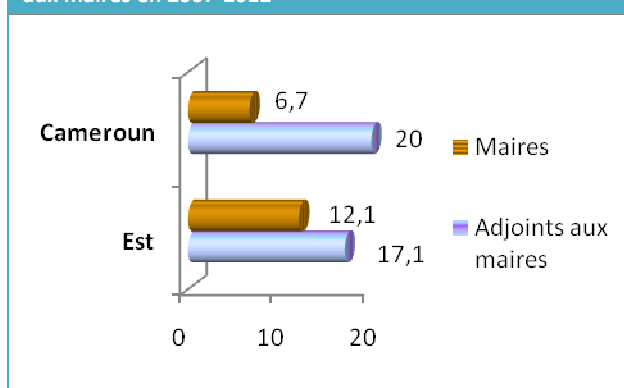
Tableau 15 : Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national dans la région de l'Est

	Femmes candidates	Proportion de sièges occupés par des femmes	
		2002-2007	2007-
Est	3/46	2/11	2/11
Cameroun	204/1 224	19/180	25/180

Source: MINATD

S'agissant de la responsabilité dans les collectivités locales, elle est plus accessible aux femmes de la région de l'Est que celles du niveau national. La proportion des femmes parmi les maires élues en 2007 est de 12,1 % dans la région contre 6,7 % au niveau national.

Graphique 2 : Proportion de femmes maires et adjointes aux maires en 2007-2012



Source: MINATD

## Objectif 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans

Selon les résultats du troisième Recensement Général de la Population et de l'habitat, les enfants âgés de moins de 5 ans représente 16,9 % de la population totale. Dans la région de l'Est, ce taux est de 19,0 %. En termes de lutte contre la mortalité, les principaux programmes ayant pour cible cette franche de la population sont : le Programme Elargi de Vaccination (PEV) qui couvre

les enfants de moins de un an, le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) et le Programme National de lutte contre le Sida (PNLS) à travers les volets protection de la transmission de la mère à l'enfant (PTME) et soutient aux Orphelins et Enfants Vivant (OEV) avec le sida.

### *Cible 4.A : Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans*

#### Situation et tendance

Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans la région de l'Est en 2004 est de 187 pour 1 000 naissances vivantes. Ce taux est en augmentation de 63 points en moins de 15 ans puisqu'il se situait à 124,2 ‰ en 1991 et à 146,3 ‰ en 1998. Cette situation montre un certain gap entre les préoccupations et les résultats si on considère les moyens déployés par l'Etat à travers les programmes de lutte contre les maladies.

	1991	1998	2004
Est	124,2	146,3	187,0
<b>Cameroon</b>	<b>144,1</b>	<b>146,3</b>	<b>144,0</b>

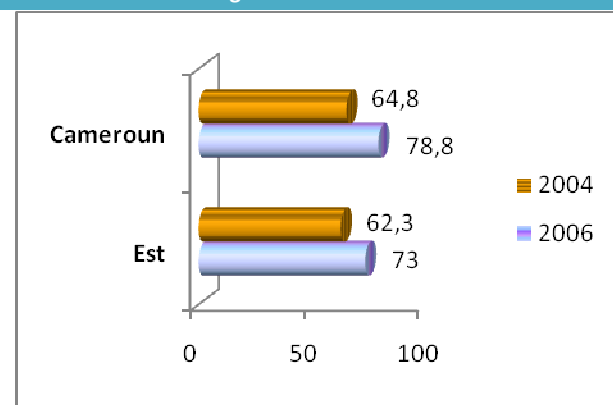
Source: EDS 1, 2 & 3

L'écosystème de la région de l'Est favorise la prolifération des maladies vectorielles telles que le paludisme. Cette maladie reste la principale cause de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans. Parmi les autres causes, on retrouve la malnutrition et le manque d'encadrement en raison de l'incidence des grossesses précoces parmi les adolescentes.

<sup>1</sup>Les résultats des enquêtes EDS de 1991 et 1998, avaient regroupé en zones agro-écologiques certaines régions. Il s'agit notamment du Centre, Sud et Est d'une part, le Nord, l'Extrême-Nord et l'Adamaoua d'autre part.

Des causes liées à l'offre peuvent être identifiées pour justifier l'aggravation de la mortalité des enfants dans cette partie du pays. L'enclavement et le mauvais état des routes ne facilitent pas l'accès aux structures sanitaires. Par ailleurs, à peine 6 ménages sur 10 sont à moins de 5 kilomètres d'une formation sanitaire et le temps moyen pour se rendre dans une formation sanitaire est de 46 minutes contre 38 au niveau national.

Graphique 3 : Proportion d'enfants de 12 à 23 mois vaccinés contre la rougeole



Source: EDS 3, MICS 3

La prévention de la santé est le principal levier sur lequel le gouvernement agit pour faire face à la croissance de la mortalité des enfants. Le Programme Elargi de Vaccination est l'un des projets dont la population bénéficiaire est majoritairement constituée des enfants de 0 à 9 mois. La cible annuelle pour chaque vaccin est de 88% de taux de couverture quelque soit la surface

géographique considérée. Globalement, la couverture vaccinale s'est améliorée entre 2001 et 2008 pour tous les vaccins concernée par le PEV.

S'agissant du cas particulier de la rougeole, le taux de couverture vaccinale de la région de l'Est se situe à 76% pour l'année 2008 chez les enfants de moins d'un an. Entre 2004 et 2006, la proportion d'enfants âgés de 12 à 23 mois vaccinés contre la rougeole est passée de 62,3 % à 73 %.

Les activités du PNLP dans la région de l'Est entre 2005 et 2008 ont permis de distribuer des moustiquaires dans 82 508 ménages ayant des

enfants des moins de cinq ans, soit 99%, objectif arrêté sur la période.

Les efforts du gouvernement en matière de santé public en général et de santé de la petite enfance sont entravés dans cette région par des facteurs exogènes comme l'enclavement, la pauvreté des ménages et les résistances socioculturelles matérialisées par une préférence marquée pour la médecine traditionnelle. Aussi, le risque est grand qu'on s'éloigne d'avantage du niveau de référence de 1991 plutôt que de rapprocher de la cible 4.A à l'horizon 2015 du taux de mortalité infantilo-juvénile qui devrait se situer à 41 décès pour 1000 dans la région de l'Est.

## Objectif 5: Améliorer la sante maternelle

La santé de la mère, de l'enfant et de l'adolescent est un domaine prioritaire d'intervention retenu dans le cadre de la stratégie sectorielle de la santé. Les actions en faveur de la mère visent à réduire les causes de mortalité liées la grossesse, l'accouchement et à ses suites. Les résultats attendus sont les mêmes pour tous les districts de santé du pays. Il s'agit de fournir à la femme

enceinte, aux parturientes et à la femme en post partum, des soins accrus et de qualité, d'améliorer l'accès aux services de planning familial et d'accentuer le dépistage précoce des risques (cancers, fistules obstétricales, IST, Pré éclampsie, menaces d'accouchement prématuré, diabète, drépanocytose, etc.)

### *Cible 5A : Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015 le taux de mortalité maternelle*

#### Situation et tendance

Les causes de la mortalité maternelle sont de plusieurs natures. On peut citer entre autres : l'hémorragie, les infections, l'arrêt de progression du travail des femmes enceintes, l'hypertension pendant la grossesse, les complications des avortements à risque, etc. L'action combinée de toutes ces causes permet de faire le constat selon lequel l'assistance des accouchements par le personnel de santé qualifié s'est dégradée dans la région de l'Est durant la période 2004 – 2006.

Tableau 17 : Proportion d'accouchements assistés par le personnel de santé qualifié

	2004	2006
Est	47,7	27,5
<b>Cameroun</b>	<b>61,8</b>	<b>58,9</b>

Source: EDS-3 & MICS-3

Tandis que la proportion de ces accouchements a régressée de près de 3 points au niveau national,

tout en restant supérieure à la moyenne de 50 %, elle est passée de 47,7 % à 27,5 % au niveau régional au cours de la période. Cette tendance décroissante éloigne davantage la région de l'Est de la cible 5.A visée en 2015. La mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) pourrait, à 5 ans de l'horizon 2015, inverser la tendance et rapprocher la région de la cible 5.A visée.

Pour parvenir à l'atteinte de cette cible dans la région de l'Est, le Gouvernement du Cameroun doit mettre en œuvre de manière cohérente et rigoureuse le DSCE. Cette démarche ainsi proposée permettra la construction et l'équipement de nouveaux centres de santé, surtout dans les campagnes, l'amélioration de la couverture vaccinale des femmes enceintes et la multiplication des campagnes de sensibilisation dans une optique de réduction du nombre de grossesses précoces et indésirables.

## Objectif 6: Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres grandes maladies

Le Gouvernement du Cameroun a fait de la lutte contre le VIH/SIDA et le paludisme une des priorités de sa politique de santé. Il l'a d'ailleurs réitéré en 2009 à travers l'adoption du Document de Stratégie de Croissance de l'Emploi. Dans ce cadre, des programmes d'actions ont été

élaborés et mis en œuvre en vue de combattre ces fléaux. On peut entre autres citer le Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS), le Programme National de Lutte contre le paludisme (PNLP).

### *Cible 6.A : D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/SIDA et commencer à inverser la tendance actuelle*

#### Situation et tendance

Selon l'Organisation des Nations Unies<sup>2</sup>, plus de 7 400 personnes par jour sont contaminées par le VIH et 5 500 décèdent suite au VIH/SIDA. D'après la même source, le VIH reste la principale cause de mortalité chez les femmes en âge de procréer dans le monde.

L'on comprend dès lors comment la situation de la femme doit être prise en compte dans l'analyse de la situation et des faits sur l'avancé du VIH/SIDA, surtout celle de la femme enceinte.

La riposte nationale face au VIH/SIDA a donné les résultats tangibles en ce qui concerne l'atteinte de la cible 6.A dans la réalisation de l'OMD 6. Le nombre de nouvelles infections du VIH/SIDA pour les femmes enceintes a baissé graduellement dans la région de l'Est depuis le pic atteint au niveau national à la fin des années 1990 et au début de la décennie 2000.

Tableau 18 : Évolution du taux de séropositivité du VIH/SIDA des femmes enceintes (%)

	2006	2007	2008	2009
Est	12,4	10,4	7,5	8,9
Cameroun	8,7	6,7	6,5	6,4

Source: Rapports CNLS 2005 à 2009

Depuis l'année 2006, l'on enregistre une évolution dégressive du taux de séropositivité du

<sup>2</sup> Fiche d'information de la réunion plénière de haut niveau de l'ONU des 20, 21 et 22 Septembre 2010 à New York.

VIH/SIDA pour les femmes enceintes, tant au niveau de la région de l'Est qu'au niveau national, malgré une légère augmentation entre 2008 et 2009 dans la région de l'Est.

Des données provenant du Centre National de Lutte contre le Sida (CNLS) montrent que la situation de la femme enceinte en matière de séropositivité a régressé en 4 ans depuis 2006 dans la région de l'Est. Le pourcentage des femmes séropositives est passé de 12,4% à 8,9%, soit une diminution d'un peu plus de 3 points sur la période. Des écarts entre les résultats du niveau national et ceux de la région de l'Est montrent des efforts supplémentaires à entreprendre dans cette région.

Par ailleurs, l'évolution pourcentage des personnes vivants avec le VIH/SIDA et éligibles sous Anti-Retro Viraux met en exergue l'augmentation depuis 2006 du nombre de ces personnes, dans la région de l'Est et au Cameroun.

Tableau 19 : Evolution du pourcentage des PVVS éligibles sous ARV (%)

	2006	2007	2008	2009
Est	11,2	19,0	16,0	19,0
Cameroun	37,1	49,9	39,1	46,5

Source: Rapports CNLS 2005 à 2009

L'évolution globale du pourcentage des PVVS et éligibles sous ARV sur la période 2006-2009 reste faible, mais présente une tendance à la hausse,

tant au niveau national qu'au niveau régional. Au niveau national, on avoisine 50 % de PVVS éligibles sous ARV et dans la région de l'Est, le poids des PVVS éligibles sous ARV est passé de 11,2% en 2006 à 19,0% en 2009.

Le pourcentage des femmes séropositives éligibles sous ARV dans la région de l'Est connaît une augmentation entre 2006 et 2009, passant de 12,0% à 23,0% ; loin des 52,5 % relevé en 2009 au niveau national.

Tableau 20 : Évolution du pourcentage des femmes séropositives éligibles sous ARV (%)

	2006	2007	2008	2009
Est	12,0	21,2	19,7	23,0
Cameroun	37,9	53,0	45,5	52,5

Source: Rapports CNLS 2005 à 2009

La cible pourra être atteinte à l'horizon 2015 si des efforts considérables sont menés au niveau de l'extension de la prise en charge effective des personnes vivantes avec le VIH/SIDA dans la région de l'Est.

***Cible 6.B : D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies, et avoir commencé à inverser la tendance actuelle***

**Situation et tendance**

Les estimations des Nations Unies en 2008 montrent que près de la moitié de la population mondiale est exposée au paludisme. Projetée au niveau du Cameroun et selon les estimations du PNLP, les chiffres donnent un peu près de la moitié des enfants de moins de 5 ans qui décèdent du paludisme, soit à peu près le nombre d'enfants de cette tranche d'âge préalablement exposé au paludisme.

Le paludisme est la première cause des décès d'enfants de moins de cinq ans tant dans la région de l'Est qu'au niveau national. Il a été à l'origine de 77,0 % des cas de décès en 2008. Le niveau a diminué en 2009 et se situe à 61,1%.

Tableau 21 : mortalité due au paludisme des enfants de moins de 5 ans (%)

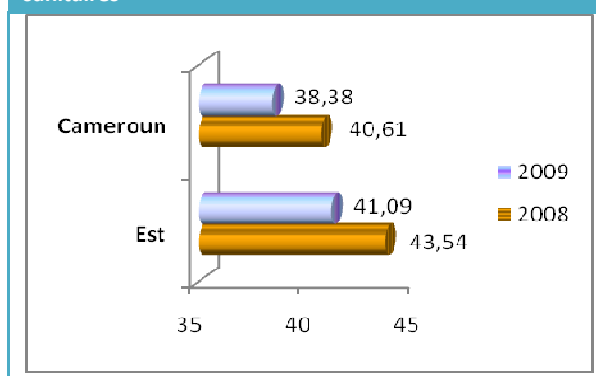
	2008	2009
Est	77,0	61,1
Cameroun	54,0	50,1

Source: PNLP 2008 & 2009 (et nos calculs)

Parmi les patients consultés en 2008 et en 2009 dans les formations sanitaires, moins de la moitié a été déclaré porteur du germe du paludisme. En 2008, ils représentaient 40,6% des consultés et en 2009, cette proportion se situe à 38,2%. Au niveau national, la prévalence du paludisme dans la région est plus élevée qu'au niveau national où

elle se situe en 2009 à 41 cas sur 100 consultations. Ceci peut s'expliquer par la présence d'une végétation dense propice à la pérennisation des agents pathogènes qui favorisent la propagation de cette maladie, d'autre part par l'accès limité des populations aux moustiquaires imprégnées/longue durée.

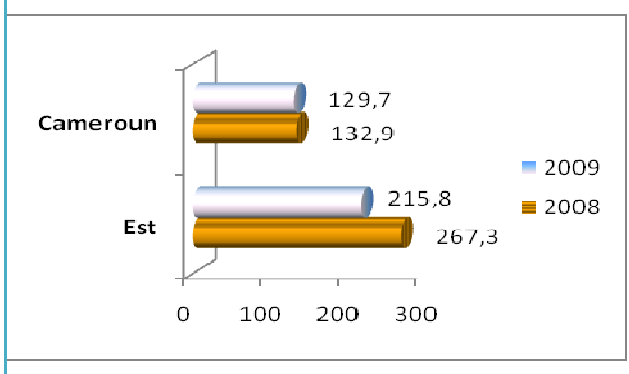
Graphique 4 : Pourcentage de cas de paludisme détectés parmi les patients consultés dans les formations sanitaires



Source: PNLP 2008 & 2009

La tuberculose constitue aussi une menace au système sanitaire régional. Le taux de prévalence de la tuberculose dans la région reste élevé en 2008 (267,3 ‰) et en 2009 (215,8‰), bien au delà du taux de prévalence au niveau national qui se situe à 132,9 ‰ en 2008 et à 129,7‰ en 2009.

Graphique 5 : Prévalence de la tuberculose (pour 100 000 personnes)



Source: PNL 2008 & 2009 (et nos calculs)

Malgré les efforts déjà consentis par le gouvernement, beaucoup reste encore à faire tant en matière de mobilisation des ressources qu'en gain d'efficacité des politiques et actions programmées dans les stratégies sectorielles pour atteindre la cible 6.B à l'horizon 2015.



## Objectif 7 : Assurer un environnement durable

L'action gouvernementale en matière de préservation de l'environnement et de gestion durable des ressources naturelles est principalement axée sur la conservation de la biodiversité, le reboisement, le contrôle sanitaire, la gestion écologique des déchets et la promotion d'habitats décents. La région de l'Est a la zone

forestière la plus importante et la plus exploitée du pays. Cette région est donc au centre de la politique nationale de l'environnement, surtout en matière de protection et de gestion de la faune et de la flore. La réserve du Dja, la plus importante du pays, est entrée dans le patrimoine mondial.

### *Cible 7.A : Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales*

#### Situation et tendance

La région de l'Est concentre près de 40 % de la superficie globale des aires protégées du pays. Ces aires protégées qui intègrent les parcs nationaux, les réserves de faunes et les zones de chasse, couvrent 31,4 % du territoire régional en 2007, six fois de plus qu'en 2000. Cette proportion a augmenté en 2010 avec la transformation de la réserve forestière de Deng Deng en parc national.

**Tableau 22 : Proportion des aires protégées pour préserver la biodiversité**

	2000	2007
Est	4,8	31,4
Ensemble	13,0	18,8

Source: MINEP

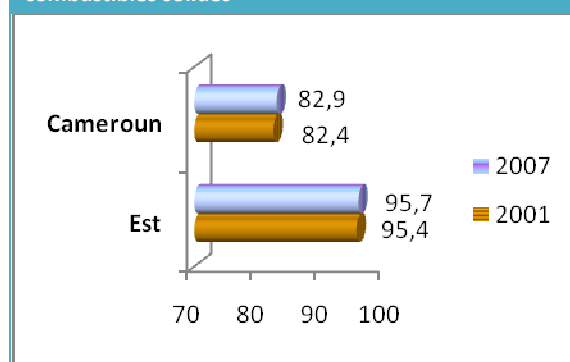
En raison de sa forte contribution à la déforestation à travers les coupes, la région devrait participer autant au reboisement qu'à la régénération des ressources forestières. Le Gouvernement prescrit à travers l'appui aux Unités Forestières d'Aménagement (UFA) que trois arbres soient plantés pour une grume coupée. Cette politique est lente à se traduire dans les faits malgré les moyens déployés pour sa mise en œuvre.

S'agissant de la faune, la lutte contre le braconnage s'intensifie dans cette région, avec le renforcement des effectifs des gardes forestiers.

Ce délit fait de plus en plus l'objet de poursuite judiciaire.

L'utilisation des combustibles solides par les populations de la région reste préoccupante. Depuis 2001, la proportion des ménages y faisant recours est restée stable à 95 %, à 13 point du niveau national qui est stable à 82 %. Cependant, la vulgarisation de l'utilisation des foyers améliorés au niveau national et surtout dans les régions fortement dépendantes des combustibles fait espérer une réduction de la consommation de ces combustibles par les ménages.

**Graphique 6 : Proportion de la population utilisant les combustibles solides**



Source: ECAM 2 & 3

### *Cible 7.C : Réduire de moitié, d'ici 2015, la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base*

#### Situation et tendance

L'accès à l'eau potable dans la région de l'Est reste un problème de santé publique. Avec la menace que représente le choléra qui sévit aux portes de la région, ce problème se pose avec acuité.

**Tableau 23 : Proportion de la population ayant accès à une eau potable de boisson**

	2001	2007
Est	11,7	19,6
<b>Cameroun</b>	<b>40,6</b>	<b>43,9</b>

Source : ECAM 2 & 3

Entre 2001 et 2007, la proportion des ménages ayant accès à une eau potable de boisson est passée de 17,7% à 19,6%. Dans le même temps, celle des ménages ayant accès à une source améliorée a diminué passant de 50,4% à 41,7%, principalement en milieu rural.

**Tableau 24 : Proportion de la population ayant accès à une source d'eau améliorée**

	Urbain		Rural		Ensemble	
	2001	2007	2001	2007	2001	2007
Est	91.6	92.7	44.6	32.9	50.4	41.7
<b>Ensemble</b>	<b>95.4</b>	<b>96.1</b>	<b>52.0</b>	<b>48.2</b>	<b>67.1</b>	<b>65.1</b>

Source : ECAM 2 & 3

### *Cible (7.D) Nationale : Améliorer sensiblement d'ici 2020, l'habitat des camerounais*

#### Situation et tendance

La proportion des ménages habitant des logements en matériaux définitifs a augmenté entre 2001 et 2007, passant de 10,9% à 12,0%. La moyenne au niveau national se situe à 25,5% en 2007 contre 22,7% en 2001.

**Tableau 25 : Proportion de la population ayant accès à des lieux d'aisance décent**

	2001	2007
Est	33,1	13,7
<b>Cameroun</b>	<b>47,7</b>	<b>31,7</b>

Source : ECAM 2 & 3

**Tableau 26 : Proportion de la population habitant des logements à matériaux définitifs**

	2001	2007
Est	10,9	12,0
<b>Cameroun</b>	<b>22,7</b>	<b>25,5</b>

Source : ECAM 2 & 3

## Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Le Cameroun entretient des accords de coopération bilatéraux et multilatéraux avec de nombreux pays, organismes internationaux et organisation de la société civile. Cette coopération qui se traduit par un allègement substantiel de la dette publique extérieure, par

une assistance technique et financière à travers de nombreux programmes et projets, etc., constitue un atout indéniable pour la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement, l'accès à l'énergie et la création d'emplois.

### *Cible 8.A : Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles prévisibles et non discriminatoires*

#### *Situation et tendance*

La poursuite de la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert dans la région de l'Est se mesure entre autres par la part de l'aide publique au développement consacrée aux services sociaux de base dans cette région.

La région de l'Est, comme tout le reste du pays, n'est pas en marge des investissements entamés par le Gouvernement camerounais. Cette région bénéficie des investissements dans le secteur de l'éducation, de la santé et des infrastructures. Lesquels investissements se sont accélérés après l'atteinte du point d'achèvement en Avril 2006 par le Cameroun. La mise en œuvre des grands projets, miniers et autres, dans la région en est une illustration.

En effet, la réunion régionale d'information sur le projet de construction du barrage de *Lom Pangar*

s'est tenue le 12 Mars 2010 à Bertoua. Les opportunités qu'offre ce projet sont de plusieurs ordres :

- ✓ Création d'emplois pour plus de mille cinq cent (1500) Camerounais pendant environ quatre ans ;
- ✓ Exploitation des Ressources Naturelles de la Région (Agriculture, pêche, or, diamant, fer, bois, etc.) ;
- ✓ Electrification de la région de l'Est ;
- ✓ Exploitation des usines de transformation des ressources agricoles, halieutiques, etc., afin de réduire les importations ;
- ✓ Opportunités de développement des PME/PMI dans le secteur des services et commerces ;
- ✓ Développement de l'éco-tourisme ;
- ✓ Développement progressif de la région ;
- ✓ Construction ou renforcement des infrastructures sociales et sanitaires.

### *Cible 8.B : Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des petits Etats*

#### *Situation et tendance*

La région de l'Est est une zone du pays qui n'est pas pourvue du littoral et par conséquent doit être dotée d'un réseau routier bien aménagé. Cette partie du pays s'inscrit donc dans le réseau

prioritaire du pays. La coopération qu'entretient le Cameroun avec de nombreux partenaires permet entre autres la mise en œuvre et la réalisation de ces priorités.

L'aménagement des routes Yaoundé – Ayos, Bertoua – Garoua Bouläi, N'Gaoundéré - Touboro

– Moundou ; sont des exemples de projets de coopération essentiels pour le désenclavement de

la région de l'Est du Cameroun.

***Cible 8.D : En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous***

### Situation et tendance

La fracture numérique dont parle le président de la République à la tribune des Nations Unies est encore de nos jours moins développée dans les pays en développement de manière globale. Des indicateurs parlent d'eux même. En effet, près de 6 personnes sur 1 000 possèdent un ordinateur personnel dans tout le Cameroun. Ce chiffre est encore plus réduit si l'on se projette au niveau de la région de l'Est, soit 2 personnes 1000 qui possèdent un ordinateur personnel.

Par ailleurs, la région de l'Est n'est pourvue d'aucune ligne téléphonique, même si l'on en dispose d'un peu près 10 lignes fixes pour 1 000 habitants dans tout le pays en 2007.

Toutefois, l'expansion des téléphones portables est à souligner, même si la proportion des habitants qui le possède est toujours faible tant au niveau régional qu'au niveau national.

Au regard de ces chiffres, des efforts très considérables en matière de développement des NTIC restent à mener pour atteindre au moins la moitié de la cible 8.D à l'horizon 2015 dans cette région.

Tableau 27 : Indicateurs d'accès aux TIC en 2007

	Nombre de lignes téléphoniques fixes pour 1000 habitants	Nombre de téléphones portables pour 1000 habitants	Nombre d'ordinateurs personnels pour 1000 habitants
Est	0	81	2
Ensemble	10	171	6

Source: ECAM 3

## ANNEXES

## Annexe 1 : Aperçu de la situation au regard du progrès vers la réalisation des OMD

1	Éliminer l'extrême pauvreté et la faim	<b>Cible 1.A :</b> Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1,5 dollar PPA par jour	invraisemblablement	invraisemblablement	Moyen
		<b>Cible 1.B :</b> Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif	Potentiellement	Probablement	Faible
		<b>Cible 1.C :</b> Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim	Potentiellement	Potentiellement	Moyen
2	Assurer l'éducation primaire pour tous	<b>Cible 2.A :</b> d'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	Potentiellement	Probablement	Fort
3	Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Cible 3.A :</b> Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard	Potentiellement	Probablement	Moyen
4	Réduire la mortalité infantile	<b>Cible 4.A :</b> Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	invraisemblablement	invraisemblablement	Faible
5	Améliorer la santé maternelle	<b>Cible 5.A :</b> Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle	invraisemblablement	Potentiellement	Moyen
6	Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies	<b>Cible 6.A :</b> D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle	Potentiellement	Potentiellement	Moyen
		<b>Cible 6.B :</b> D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies commencé à inverser la tendance actuelle	invraisemblablement	Potentiellement	Faible
7	Assurer un environnement durable	<b>Cible 7.A :</b> Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales	Potentiellement	Probablement	Moyen
		<b>Cible 7.C :</b> Réduire de moitié, d'ici à 2015, la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base	Probablement	Probablement	Faible
		<b>Cible (7.D) Nationale :</b> Améliorer sensiblement d'ici 2020, L'habitat des camerounais	Potentiellement	Probablement	Faible
8	Mettre en place d'un partenariat mondial pour le développement	<b>Cible 8.A :</b> Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire	Potentiellement	Probablement	Moyen
		<b>Cible 8.B :</b> Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des petits États	Potentiellement	Potentiellement	Moyen
		<b>Cible 8.C :</b> Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement permettant aux jeunes de trouver un travail décent et utile	Potentiellement	Potentiellement	Moyen
		<b>Cible 8.E :</b> En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous	Potentiellement	Probablement	Fort

## Annexe 2 : Récapitulatif des indicateurs

N°	Indicateurs	Période 1		Période 2		Période 3	
		Sources	Valeur	Sources	Valeur	Sources	Valeur
<b>OMD 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim</b>							
1.1	Pourcentage de la population en dessous du seuil de pauvreté national	ECAM1 1996		ECAM2-2001	44,0	ECAM3-2007	50,4
1.2	Indice d'écart (profondeur) de la pauvreté	ECAM1 1996		ECAM2-2001	15,4	ECAM3-2007	15,7
1.3	Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale			ECAM2-2001	6,7	ECAM3-2007	8,2
	Sévérité de la pauvreté (%)			ECAM2-2001	6,7	ECAM3-2007	6,2
1.5	Taux d'emploi (Ratio emploi/population) des 15-64 ans	ECAM2-2001	69,3	EESI1-2005	75,1	ECAM3-2007	88,7
1.6	Proportion de la population occupée vivant avec moins de 1,25 dollar PPA par jour.			ECAM2-2001	38,9	ECAM3-2007	46,8
1.7	Proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux dans la population occupée, femmes et hommes des 15-64 ans	ECAM2-2001		EESI1-2005		ECAM3-2007	
1.8	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée			EDS3-2004	17,7	MICS3-2006	19,1
	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale sévère			EDS3-2004	3,8	MICS3-2006	3,5
<b>OMD 2 : Assurer une éducation primaire pour tous</b>							
2.1	Taux net de scolarisation au primaire (6-11 ans)	ECAM2-2001	77,3	ECAM3-2007	75,3	MINEDUB-2009	91
2.3	Taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans, hommes et femmes			ECAM2-2001	79,6	ECAM3-2007	72,6
<b>OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes</b>							
3.1	Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire			ECAM2-2001	1,3	ECAM3-2007	0,98
	Indice de parité des sexes dans l'enseignement secondaire			ECAM2-2001	0,82	ECAM3-2007	0,76
	Taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans par rapport aux hommes			ECAM2-2001	0,80	ECAM3-2007	0,85
3.2	Pourcentage des femmes 15-64 ans salariées employées dans le secteur non agricole	ECAM2-2001	37,9	ECAM3-2007	17,6	RGE-2009	18,8
3.3	Proportion des sièges occupés par les femmes dans l'assemblée nationale dans la région de l'Est			MINATD (2002-2007)	2 / 11	MINATD (2007-2012)	2 / 11
3.3A	proportion des candidates à l'assemblée nationale					MINATD (2007-2012)	3/46
3.3B	Proportion de femmes maires en 2007-2012					MINATD (2002-2007)	12,1
3.3C	Proportion de femmes adjoints aux maires en 2007-2012					MINATD (2002-2007)	17,1
<b>OMD 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans</b>							
4.1	Taux de mortalité infanto-juvénile (enfants de moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes)	EDS 1-1991	124,2	EDS 2-1998	146,3	EDS 3-2004	187,0
4.2	Proportion d'enfants de 12-23 mois à qui l'on a administré au moins une dose de vaccin contre la rougeole			EDS 3-2004	62,3	MICS3-2006	73,0
<b>OMD 5 : Améliorer la santé maternelle</b>							
5.2	Proportion d'accouchement assistés par du personnel de santé qualifié			EDS 3-2004	47,7	MICS3-2006	27,5
<b>OMD 6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres grandes maladies</b>							
	Taux de séropositivité du VIH/SIDA des femmes enceintes	CNLS-2007	10,4	CNLS-2008	7,5	CNLS-2009	8,9
	Pourcentage de PVVS éligibles sous ARV	CNLS-2007	19,0	CNLS-2008	16,0	CNLS-2009	19,0
	Pourcentage de femmes séropositives éligibles sous ARV	CNLS-2007	21,2	CNLS-2008	19,7	CNLS-2009	23,0

## Région de l'Est

N°	Indicateurs	Période 1		Période 2		Période 3	
		Sources	Valeur	Sources	Valeur	Sources	Valeur
	Proportion de cas de paludisme détectés parmi les patients consultés dans les formations sanitaires			PNLP-2008	43,5	PNLP-2009	41,1
	Taux de mortalité due au paludisme des enfants de moins de 5 ans			PNLP-2008	77,0	PNLP-2009	61,1
	Prévalence de la tuberculose (pour 100 000 personnes)			PNLT-2008	215,8	PNLT-2009	267,3
<b>OMD 7 : assurer un environnement durable</b>							
7.6	Proportion de l'aire terrestre protégée			INS-2000	4,8	INS-2008	31,4
	Pourcentage de la population utilisant des combustibles solides			ECAM2-2001	95,4	ECAM2-2007	95,7
7.8	Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable de boisson			ECAM2-2001	11,7	ECAM2-2007	19,6
	Proportion de la population ayant accès à une source d'eau améliorée			ECAM2-2001	50,4	ECAM2-2007	41,7
	Proportion de la population habitant des logements en matériaux définitifs			ECAM2-2001	10,9	ECAM2-2007	12,0
7.9	Proportion de la population ayant accès à une toilette descente			ECAM2-2001	33,1	ECAM2-2007	13,7
<b>OMD 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement</b>							
8.14	Nombre de lignes téléphoniques fixes pour 1000 habitants					ECAM3-2007	0
8.15	Nombre de téléphones portables pour 1000 habitants					ECAM3-2007	81
	Nombre d'ordinateurs personnels pour 1000 habitants					ECAM3-2007	2

## EQUIPE DE REDACTION

### Supervision

1. TEDOU Joseph, Directeur Général de l'INS
2. SHE ETOUNDI Joseph, Directeur Général Adjoint de l'INS

### Coordination technique

1. OKOUDA Barnabé, Chef de Département de la Coordination et de la Recherche
2. ABANDA Ambroise, Chef de Division de la Coordination Statistique

### Equipe technique de rédaction

- |   |                                 |
|---|---------------------------------|
| 1. TCHOMTHE Séverin, <i>Chef d'équipe</i> | 14. GUEMO KITIO Claudin Ford    |
| 2. TATSINKOU Christophe                   | 15. KAMGAING YOUGBISSI Léonie G |
| 3. TCHAMAGO KOUEDOU Olivier               | 16. MBENTY Jacqueline           |
| 4. KANA KENFACK Christophe                | 17. MODOU SANDA                 |
| 5. AUGUSTIN AWE Jean Louis                | 18. NGAH Adèle Zoriphie         |
| 6. BELECK MATOH Armand                    | 19. NGATTI Ambrouasse           |
| 7. CHOMTEU KOUAM Sorel                    | 20. NKORO Jacques Henri         |
| 8. DJIALEU Eric Lambert                   | 21. SANDJONG TOMI Diderot Guy   |
| 9. ELANGA MENDOUGA Etienne Jodelle        | 22. TAFUEDA Beaudelaire         |
| 10. ESSAMBE BOME Vincent Ledoux           | 23. TAGNE FOTSO Jean Roger      |
| 11. ESSOMBA NKOULOU Thaddée               | 24. TEPONGNING MEGNIFO Hervé    |
| 12. ESSOME KOUBOKO Mireille Patricia      | 25. TIOMO Dieunedort            |
| 13. FODJO TOUKAM Raoul Anderson           | 26. ZE Albert, stagiaire        |

### INS, Agences régionales

- |  |                                       |
|--|---------------------------------------|
| 1. DJITUPURI Emmanuel, <i>Adamaoua</i> | 6. CHOUNDONG, <i>Nord</i>             |
| 2. TCHOUANGTE Robert, <i>Centre</i>    | 7. ZAFACK Martin, <i>Nord Ouest</i>   |
| 3. TAKOUGANG ZEUKENG Eric, <i>Est</i>  | 8. NGO NYEMB epse BAKET, <i>Ouest</i> |
| 4. LIENOU, <i>Extrême Nord</i>         | 9. MBARGA OWONA Paul, <i>Sud</i>      |
| 5. TAMCHE Joseph, <i>Littoral</i>      | 10. ETO Guy Sylvain, <i>Sud Ouest</i> |

### Participants aux ateliers d'exploitation des données, de finalisation et de validation

- |   |   |
|---|---|
| 1. NDEFFO GOUOPE Guy, <i>INS/DIB</i>                  | 10. CHAMENI NEMBWA, <i>CPE/DPPS</i>                 |
| 2. FANMOE Alex Janvier, <i>INS/DDS</i>                | 11. ZRA ISSA, <i>MINEPAT/DADM/MINEPAT</i>           |
| 3. GEUWOU Ghislain Gilles, <i>INS/DDS</i>             | 12. MINSO'O née BELINGA Gisèle, <i>MINADER/DESA</i> |
| 4. MATENE SOB Angélique Lucile, <i>INS/DSA</i>        | 13. ASSONGUO Séraphin, <i>MINESEC</i>               |
| 5. TSOUNGUI MBARGA Julien, <i>SDSR/MINEPAT</i>        | 14. MPACTSE NGADE Jean, <i>MINSANTE</i>             |
| 6. BENE Henock, <i>INS/DSE</i>                        | 15. BAHA Angèle, <i>MINEPAT</i>                     |
| 7. OWOUNDI Parfait, <i>MINEPAT/DSR</i>                | 16. MOUANGUE Francis, <i>PNUD/CADRE</i>             |
| 8. MENDO Christian Wilfried, <i>Stagiaire INS/DCR</i> | 17. EHINI Lucien Hervé, <i>DYNAMIQUE CITOYENNE</i>  |
| 9. TCHONANG Claude, <i>MINEDUB</i>                    | 18. ZE Sandrine, <i>Assistante PNUD/CADRE</i>       |